Décision au fond et constructive trust

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

ByBit comme modèle

La décision *ByBit* montre l'ensemble du parcours. Une employée d'un prestataire de gestion des salaires avait fait verser environ 4,2 millions d'USDT et un montant en monnaie fiduciaire sur des wallets et des comptes qu'elle contrôlait. ByBit a obtenu des mesures provisoires, identifié la bénéficiaire et requis un summary judgment. Le juge Jeyaretnam a jugé que les USDT étaient des biens et que la défenderesse les détenait en vertu d'un constructive trust institutionnel né de sa fraude au moment de la réception. Le trust a suivi les actifs dans des fonds mélangés. Le juge a rendu une ordonnance de traçage, ordonné une reddition de comptes et le paiement des montants en dollars US et en dollars de Singapour avec intérêts à 5,33 %, et alloué les dépens.[1]

Le constructive trust institutionnel est la clé. Comme le trust naît au moment de la réception frauduleuse, le droit du demandeur en tant que bénéficiaire (beneficial interest) existe avant toute décision judiciaire et prime les créanciers chirographaires du défendeur. Si le défendeur est en faillite ou si le compte de destination sur la plateforme appartient à un intermédiaire insolvable, le demandeur récupère les

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

actifs traçables en nature. Un demandeur suisse ne dispose d'aucun remède de ce type. Le droit suisse accorde à la victime d'une fraude une action en enrichissement illégitime selon les art. 62 ss CO et une action en responsabilité délictuelle selon l'art. 41 CO, toutes deux personnelles, et la revendication de l'art. 641 CC échoue parce que le jeton n'est pas une chose (voir partie D, chapitres I et II).

Règles de traçage

Le traçage à travers des transactions blockchain est, à la plupart des égards, plus facile que le traçage à travers des comptes bancaires, car chaque mouvement est enregistré publiquement et de manière permanente. Les difficultés surgissent à trois endroits. Les mixeurs et les protocoles de confidentialité rompent la chaîne. Le tribunal peut alors accepter une imputation « premier entré, premier sorti » ou au prorata si les preuves d'analyse la soutiennent. Les bridges et les jetons enveloppés (wrapped tokens) modifient l'actif. Le demandeur doit alors soutenir que le jeton enveloppé est le substitut traçable de l'original. Enfin, les comptes omnibus des plateformes mélangent les actifs volés avec ceux de clients de bonne foi. Le demandeur suit alors la trace jusque dans le solde créditeur du titulaire du compte, le registre interne de la plateforme servant de preuve du montant de ce solde.

Singapour applique les règles de traçage de l'equity développées en droit anglais, notamment la règle du solde intermédiaire le plus bas (lowest intermediate balance rule) et la présomption défavorable à l'auteur de l'infraction lorsque le mélange est le fait du fraudeur. Les tribunaux n'ont pas encore tranché la question de savoir si les règles de common law, qui s'arrêtent au mélange, ou seulement les règles de l'equity, qui exigent une relation fiduciaire, s'appliquent aux jetons. *ByBit* a évité la question en retenant un constructive trust institutionnel, qui fournit l'élément fiduciaire. Un demandeur devrait donc toujours invoquer un fondement réel qui fait naître un trust.

Notes

1. ByBit Fintech Ltd v Ho Kai Xin [2023] SGHC 199, par. [42]–[47]. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com